

b) pour la durée prévue à la grille de service pour la partie concernée :

les congés qui peuvent être pris par demi-jours et durant lesquels le membre du personnel est réputé se trouver en activité de service;

c) pour la durée réelle limitée à la durée prévue à la grille de service :

1° par jour ouvrable, le temps pendant lequel le membre du personnel qui est un délégué syndical visé au chapitre IV du titre V de l'arrêté royal du 8 février 2001 portant exécution la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, est en congé de préparation syndicale ou en congé syndical, ou jouit d'une dispense de service pour l'exécution des prérogatives qui découlent de son agrément, sans préjudice de la restriction visée à l'article 57, alinéa 4, du même arrêté et sans préjudice de l'article VI.9, 9°, 12° et 13°;

2° par jour ouvrable, le temps pendant lequel le membre du personnel qui n'est pas délégué syndical, est en congé syndical visé à l'article 64 de l'arrêté royal du 8 février 2001 portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités et les organisations syndicales du personnel des services de police, sans préjudice de l'article VI.9, 9°, 12° et 13°;

3° par jour, le temps consacré effectivement à des formations jugées utiles, suivies à la demande du membre du personnel, y compris le temps consacré aux examens et épreuves organisés à cet effet ainsi que le temps de déplacement;

4° par jour, le temps consacré aux activités visées à l'article VIII.IV.10, 1°, 4°, 5° et 6°, PJPoL, pour lesquelles une dispense de service est accordée. »

Art. 3. L'article VI.5 AEPoL est complété comme suit :

« 6° la formation préparatoire pour les agents auxiliaires de police qui est organisée préalablement aux épreuves de sélection dans le cadre de la promotion par accession au cadre de base. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour de la période de référence qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 septembre 2005.

P. DEWAEL

b) voor de duur vermeld op het dienstrooster voor het betrokken gedeelte :

de verloven gedurende dewelke men geacht wordt zich in dienstactiviteit te bevinden en die in halve dagen mogen opgenomen worden;

c) voor de werkelijke duur beperkt tot de duur vermeld op het dienstrooster :

1° per werkdag, de tijd tijdens dewelke het personeelslid dat syndicaal afgevaardigde is bedoeld in hoofdstuk IV van titel V van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, in syndicaal voorbereidingsverlof of syndicaal verlof is, of een dienstvrijstelling geniet voor het uitoefenen van de uit zijn erkenning voortvloeiende prerogatieven, onverminderd de in artikel 57, vierde lid, van dat besluit bedoelde beperking en onverminderd artikel VI.9, 9°, 12° en 13°;

2° per werkdag, de tijd tijdens dewelke het personeelslid dat geen syndicaal afgevaardigde is, in syndicaal verlof is bedoeld in artikel 64 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, onverminderd artikel VI.9, 9°, 12° en 13°;

3° per dag, de werkelijke opleidingstijd van de nuttig geachte opleidingen, gevolgd op aanvraag van het personeelslid, met inbegrip van de tijd besteed aan de hiertoe georganiseerde examens en toetsen evenals van de verplaatsingstijd;

4° per dag, de tijd besteed aan de in artikel VIII.IV.10, 1°, 4°, 5° en 6°, RPPoL, bedoelde activiteiten waarvoor een dienstvrijstelling werd toegekend. »

Art. 3. Artikel VI.5 UBPol wordt aangevuld als volgt :

« 6° de voorbereidende opleiding voor de hulpagenten van politie voorafgaand aan de selectieproeven in het raam van de bevordering door overgang naar het basiskader. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de referentieperiode die volgt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 september 2005.

P. DEWAEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2927

[C — 2005/09766]

21 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal portant approbation du code de déontologie établi par la Chambre nationale des notaires

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, notamment l'article 91, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2, inséré par la loi du 4 mai 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le code de déontologie établi le 22 juin 2004 par la Chambre nationale des notaires, reproduit en annexe du présent arrêté, est approuvé et a force obligatoire.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 2927

[C — 2005/09766]

21 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de deontologische code vastgesteld door de Nationale Kamer van notarissen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, inzonderheid op artikel 91, eerste lid, 1°, en tweede lid, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De deontologische code vastgesteld op 22 juni 2004 door de Nationale Kamer van notarissen, die als bijlage bij dit besluit is gevoegd, is goedgekeurd en heeft bindende kracht.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Annexe

CHAMBRE NATIONALE DES NOTAIRES

CODE DE DEONTOLOGIE

*adopté par l'assemblée générale de la Chambre nationale des notaires
le 22 juin 2004*

Article 1^{er}. Le présent code de déontologie est établi par la Chambre nationale des notaires en exécution de l'article 91, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, désignée ci-après « la loi organique du notariat ».

Il s'applique à toutes les personnes susceptibles de faire l'objet des peines disciplinaires visées aux articles 96 et 97 de ladite loi.

CHAPITRE I^{er}. — *Principe général*

Art. 2. Le notaire s'abstient de tout comportement portant atteinte à la confiance des citoyens dans l'institution notariale ou contraire à la dignité du notariat.

CHAPITRE II. — *Des devoirs spécifiques
du notaire en tant qu'officier public*

Art. 3. Le notaire prête son ministère chaque fois qu'il en est requis. Il ne peut le refuser que dans les cas suivants :

1^o lorsque l'acte qu'il est requis de recevoir contient des dispositions contraires à une loi d'ordre public ou susceptibles d'induire les tiers en erreur;

2^o lorsque les parties à l'acte agissent en fraude des droits des tiers ou de l'autorité;

3^o lorsqu'il est incompétent pour un des motifs énumérés par la loi organique du notariat;

4^o lorsque les parties le requièrent d'authentifier soit une convention dans une matière étrangère à la compétence juridique qui peut normalement être attendue de tout notaire, soit des déclarations ou des constatations qui ne ressortent pas du ministère notarial.

Art. 4. Le notaire se conforme aux exigences de l'authenticité qu'il confère aux actes qu'il reçoit. Il relate fidèlement tous les faits qu'il constate lui-même ainsi que les déclarations des parties.

Art. 5. Lorsque le notaire dispose d'une signature électronique qui l'identifie en cette qualité, il s'abstient de l'utiliser en dehors de l'exercice de ses fonctions et également d'en permettre l'utilisation par des tiers, même lorsqu'il s'agit de ses collaborateurs agissant pour les besoins de l'exercice de ses fonctions.

Art. 6. Le notaire exerce son ministère avec disponibilité et diligence.

Il organise son étude de manière telle qu'il dispose à cet effet des moyens humains et matériels suffisants.

Art. 7. Dans la préparation de ses dossiers, la rédaction de ses actes, le calcul de ses honoraires et l'accomplissement des formalités postérieures à la réception des actes, le notaire applique les prescriptions légales, ainsi que ses règles professionnelles.

Art. 8. Le notaire respecte la règle de l'unicité de résidence. A cette fin, et sauf circonstances exceptionnelles, il s'abstient de recevoir des actes et de traiter d'un dossier avec un client en dehors de son étude. Il impose la même règle à ses collaborateurs.

CHAPITRE III. — *Des devoirs du notaire vis-à-vis de ses clients*

Art. 9. Le notaire témoigne de la plus parfaite probité. Les conseils qu'il donne ne sont jamais inspirés par son propre intérêt.

Art. 10. Le notaire, même chargé d'une mission judiciaire, cherche toujours à concilier les parties.

Art. 11. Le notaire respecte ses obligations légales en matière d'information et de conseil.

A cet effet, il veille à maintenir ses connaissances juridiques à jour.

Art. 12. Dans le traitement de ses dossiers et la rédaction de ses actes, le notaire fait preuve d'une parfaite impartialité.

Le devoir d'impartialité subsiste lorsque chaque partie fait choix d'un notaire différent, même s'il s'exerce dans ce cas de manière adaptée à cette situation.

Lorsque le notaire est désigné par justice, il respecte en outre l'exigence d'impartialité au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Bijlage

NATIONALE KAMER VAN NOTARISSEN

DEONTOLOGISCHE CODE

*aangenomen door de algemene vergadering van de Nationale Kamer
van notarissen op 22 juni 2004*

Artikel 1. Deze deontologische code is door de Nationale Kamer van notarissen vastgesteld in uitvoering van artikel 91, eerste lid, 1^o, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, hierna genoemd « de organieke wet van het notariaat ».

Hij is van toepassing op alle personen die het voorwerp kunnen uitmaken van de tuchtstraffen bedoeld in de artikelen 96 en 97 van voornoemde wet.

HOOFDSTUK I. — *Algemeen principe*

Art. 2. De notaris onthoudt zich van elk gedrag dat afbreuk doet aan het vertrouwen van de burgers in de notariële instelling of dat strijdig is met de waardigheid van het notariaat.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke plichten
van de notaris als openbaar ambtenaar*

Art. 3. De notaris verleent zijn ambt telkens wanneer hij daartoe verzocht wordt. Hij kan dit enkel weigeren in de volgende gevallen :

1^o wanneer de akte die hem gevraagd wordt te verlijden bepalingen bevat die strijdig zijn met een wet van openbare orde of derden kunnen misleiden;

2^o wanneer de partijen in de akte handelen met miskenning van de rechten van een derde of van de overheid;

3^o wanneer hij onbevoegd is om één van de redenen opgesomd in de organieke wet van het notariaat;

4^o wanneer partijen hem verzoeken hetzij een overeenkomst te authenticeren in een materie die buiten de juridische bekwaamheid valt die kan verwacht worden van elke notaris, hetzij authentiek verklaringen of vaststellingen te akteren die niet onder de notariële ambtsplichten vallen.

Art. 4. De notaris moet voldoen aan de eisen van authenticiteit die hij verleent aan de door hem verleden akten. Hij beschrijft trouw al de feiten die hij zelf vaststelt alsmede de verklaringen van partijen.

Art. 5. Wanneer de notaris over een elektronische handtekening beschikt die hem identificeert in deze hoedanigheid, onthoudt hij er zich van deze te gebruiken buiten het kader van de uitoefening van zijn ambt en ook deze te laten gebruiken door derden, zelfs als het gaat om zijn medewerkers die in het kader van de uitoefening van zijn ambt handelen.

Art. 6. De notaris moet voor de uitoefening van zijn ambt beschikbaar zijn en diligent handelen.

Hij organiseert zijn kantoor op zodanige wijze dat hij hiertoe over voldoende menselijke en materiële middelen beschikt.

Art. 7. In de voorbereiding van zijn dossiers, de opstelling van zijn akten, de berekening van zijn ereloon en de vervulling van de formaliteiten na het verlijden van de akten, past de notaris de wettelijke voorschriften en zijn beroepsregels toe.

Art. 8. De notaris respecteert de regel van de eenheid van standplaats. Daartoe, en behoudens uitzonderlijke omstandigheden, onthoudt hij zich ervan akten te verlijden en over een dossier te onderhandelen met een cliënt buiten zijn kantoor. Hij legt dezelfde regel op aan zijn medewerkers.

HOOFDSTUK III. — *Plichten van de notaris tegenover zijn cliënten*

Art. 9. De notaris getuigt van volkomen eerlijkheid. De raad die hij geeft, is nooit ingegeven door eigenbelang.

Art. 10. De notaris poogt steeds de partijen te verzoenen, zelfs wanneer hij belast is met een gerechtelijke opdracht.

Art. 11. De notaris respecteert zijn wettelijke verplichtingen inzake informatie en raadgeving.

Daartoe zorgt hij ervoor zijn juridische kennis actueel te houden.

Art. 12. Bij de behandeling van zijn dossiers en de opstelling van zijn akten geeft de notaris blijk van een volkomen onpartijdigheid.

De plicht van onpartijdigheid blijft bestaan wanneer elke partij een verschillende notaris kiest, zelfs wanneer hij deze plicht in dit geval naleeft op een aan deze situatie aangepaste wijze.

Wanneer de notaris aangesteld wordt in rechte, respecteert hij bovendien de vereiste van onpartijdigheid in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Art. 13. Même dans les cas où le secret professionnel garanti par l'article 458 du Code pénal n'est pas en jeu, parce que les informations détenues par le notaire ne peuvent pas être considérées comme confidentielles, le notaire est tenu à un devoir de discrétion, qui lui interdit de communiquer ces informations à des tiers, sauf si cette communication est nécessaire ou utile pour les opérations dont il est chargé.

A cet égard, le notaire tient compte de ce que la correspondance échangée entre deux notaires n'est pas confidentielle, sauf convention contraire.

Art. 14. Le notaire ne communique sa comptabilité, en tout ou en partie, qu'à la Chambre provinciale dont il dépend, et aux membres de la commission de contrôle de la comptabilité désignés par elle, sans préjudice du droit de l'administration fiscale d'obtenir des renseignements et documents relatifs à une ou plusieurs opérations déterminées, et dans les cas prévus par la loi.

Art. 15. Lorsque le notaire adresse au client une demande de provision pour un acte soumis au droit proportionnel d'enregistrement, il la détaille en distinguant au moins trois postes : les droits d'enregistrement, les honoraires et les frais divers d'acte.

Art. 16. Le notaire sur le compte duquel des fonds ont été versés rend compte à son client de l'emploi de ces fonds, que ceux-ci soient versés à titre de provision pour frais d'acte ou qu'ils soient destinés à des tiers. Il lui rend pareillement compte des intérêts produits par les comptes rubriqués ouverts conformément à l'article 34 de la loi organique du notariat.

CHAPITRE IV. — Des devoirs du notaire vis-à-vis de ses confrères

Art. 17. Les notaires se doivent mutuellement assistance dans l'exercice de leur ministère.

Lorsqu'ils interviennent dans un même dossier, ils s'assurent mutuellement une collaboration loyale et efficace. Ils ont l'obligation de prévenir en temps utile leur confrère, s'ils constatent dans son chef une erreur ou une omission, en évitant dans la mesure du possible d'y mêler le client. L'intérêt de celui-ci prévaut cependant toujours sur celui du confrère.

Art. 18. En réunion et dans la correspondance, le notaire s'exprime vis-à-vis de ses confrères avec courtoisie.

D'une manière générale, il s'abstient de dénigrer un confrère. S'il estime que celui-ci a manqué aux devoirs de sa charge, il l'en avise par un courrier ou un entretien confidentiel.

Il laisse toujours à ses autorités professionnelles le soin d'apprécier s'il y a lieu de faire intervenir les clients dans un conflit avec un de ses confrères.

Art. 19. Chaque partie a le libre choix du notaire. Tout comportement d'un notaire visant à influencer ce libre choix et à s'attirer ou s'attacher la clientèle est proscrit.

Il est en particulier défendu au notaire :

- 1° d'effectuer une démarche vis-à-vis d'un client pour lui proposer son ministère;
- 2° de rémunérer directement ou indirectement des tiers en vue d'être chargé d'un dossier;
- 3° de se porter caution pour un client;
- 4° de recevoir des actes sans être provisionné, à l'exception des procurations et des actes de notoriété ou d'actes qui devraient être reçus d'urgence. Dans ce dernier cas, la chambre des notaires doit en être avisée;
- 5° l'ouverture régulière de l'étude à la clientèle en dehors des jours et heures de travail, sauf exception admise par la chambre des notaires.

Art. 20. Lorsqu'un notaire se voit confier un dossier dont un de ses confrères était initialement en charge, il a l'obligation :

- d'en aviser immédiatement ce confrère;
- de s'enquérir des frais et honoraires qui resteraient dus à ce dernier;
- de communiquer au client cet état de frais et honoraires, si son confrère lui en fait la demande, et d'inviter le client à en acquitter le montant sans délai.

A défaut de réponse du client, le notaire nouvellement nommé s'abstient d'accomplir tout nouveau devoir dans le dossier concerné.

Si le client conteste le bien-fondé de l'état de frais et honoraires du notaire déchargé, le notaire nouvellement nommé propose au client de bloquer en son étude le montant litigieux, en attendant l'issue du litige.

Art. 13. Zelfs in de gevallen waarin het beroepsgeheim dat gewaarborgd wordt door artikel 458 van het Strafwetboek niet meespeelt omdat de informatie waarover de notaris beschikt niet als vertrouwelijk kan beschouwd worden, is de notaris gehouden tot een discretieplicht, die hem verbiedt deze inlichtingen mee te delen aan derden, behoudens wanneer deze mededeling noodzakelijk of nuttig is voor de verrichtingen waarmee hij belast is.

In dit opzicht houdt de notaris rekening met het feit dat de tussen twee notarissen gevoerde briefwisseling niet vertrouwelijk is, behoudens andersluidende overeenkomst.

Art. 14. De notaris deelt zijn boekhouding slechts geheel of gedeeltelijk mee aan de provinciale Kamer waarvan hij afhangt en aan de leden van de door deze laatste aangestelde commissie van toezicht op de boekhouding, onverminderd het recht van de fiscale administratie inlichtingen en documenten te bekomen betreffende één of meerdere bepaalde verrichtingen, en in de door de wet voorziene gevallen.

Art. 15. Wanneer de notaris aan de cliënt een vraag richt tot provisionering voor een aan het proportioneel registratierecht onderworpen akte, detailleert hij deze aan de hand van minstens drie onderscheiden posten : de registratierechten, het ereloon en de diverse aktekosten.

Art. 16. De notaris op wiens rekening gelden gestort werden, geeft aan zijn cliënt rekenschap van het gebruik van deze gelden, ongeacht of deze gestort werden bij wijze van provisie voor aktekosten of bestemd zijn voor derden. Op dezelfde wijze geeft hij hem rekenschap van de instreuten voortgebracht door de rubriekrekeningen die overeenkomstig artikel 34 van de organieke wet van het notariaat werden geopend.

HOOFDSTUK IV. — Plichten van de notaris tegenover zijn confraters

Art. 17. De notarissen zijn elkaar bijstand verschuldigd in de uitoefening van hun ambt.

Wanneer zij optreden in een zelfde dossier, beloven zij elkaar wederzijds een loyale en doeltreffende samenwerking. Zij hebben de plicht hun confrater tijdig te verwittigen indien zij in zijn hoofdte fout of een tekortkoming vaststellen, en vermijden in de mate van het mogelijke de cliënt daarin te betrekken. Het belang van deze laatste heeft echter steeds voorrang op het belang van de confrater.

Art. 18. Tijdens vergaderingen en in de briefwisseling drukt de notaris zich hoffelijk uit ten aanzien van zijn confraters.

In het algemeen onthoudt hij er zich van een confrater te kleineren. Indien hij meent dat deze laatste zijn plichten verzuimd heeft, licht hij hem daarover in per brief of in een vertrouwelijk gesprek.

De beoordeling van het feit of de cliënten dienen betrokken te worden bij een conflict met één van zijn confraters laat hij steeds over aan de zorg van zijn professionele overheden.

Art. 19. Elke partij kiest vrij haar notaris. Elke gedraging van een notaris die als bedoeling heeft die vrije keuze te beïnvloeden en cliënten aan te trekken of voor zich te winnen, is verboden.

Het is de notaris in het bijzonder verboden :

- 1° stappen te ondernemen t.a.v. een cliënt teneinde hem zijn ambt voor te stellen;
- 2° derden rechtstreeks of onrechtstreeks te vergoeden teneinde belast te worden met een dossier;
- 3° zich borg te stellen voor een cliënt;
- 4° akten te verlijden zonder geprovisioneerd te zijn, met uitzondering van volmachten en akten van bekendheid of akten die dringend dienen verleden te worden. In dit laatste geval dient de kamer van notarissen daarvan verwittigd te worden;
- 5° het regelmatig openen van zijn kantoor voor het cliënteel buiten de werkdagen en -uren, behoudens uitzondering toegelaten door de kamer van notarissen.

Art. 20. Wanneer aan een notaris een dossier wordt toevertrouwd waarmee aanvankelijk één van zijn confraters was belast, is hij verplicht :

- deze confrater daar onmiddellijk over in te lichten;
- navraag te doen naar de kosten en erelonen die aan deze confrater nog zouden verschuldigd zijn;
- deze staat van kosten en erelonen mede te delen aan de cliënt indien zijn confrater hem dit vraagt, en de cliënt uit te nodigen deze onverwijld te vereffenen.

Bij gebrek aan antwoord van de cliënt onthoudt de nieuw benoemde notaris zich van elke nieuwe opdracht in het betrokken dossier.

Indien de cliënt de gegrondheid van de kosten- en ereloonstaat van de ontlaste notaris betwist, stelt de nieuw benoemde notaris aan de cliënt voor het betwiste bedrag op zijn kantoor te blokkeren in afwachting van de oplossing van het geschil.

En cas de refus du client, le notaire en avise son confrère, et peut poursuivre le traitement du dossier.

Art. 21. Le notaire s'abstient de faire une démarche personnelle, même par personne interposée, auprès du collaborateur d'un de ses confrères, en vue de le faire entrer à son service, sauf si ce collaborateur s'est manifesté comme demandeur d'emploi.

CHAPITRE V. — *Des devoirs du notaire vis-à-vis des institutions notariales*

Art. 22. L'assistance aux assemblées générales est obligatoire pour tous les membres de la compagnie. Les membres empêchés doivent expliquer les raisons de cet empêchement au président de la chambre, préalablement et par écrit.

Art. 23. Le notaire s'acquitte ponctuellement du paiement des cotisations établies par la compagnie et par la Chambre nationale.

Art. 24. Le notaire répond avec courtoisie et célérité à la correspondance qui lui est adressée par le président et les autres membres de la chambre de la compagnie dont il fait partie, de même qu'aux demandes émanant de la commission de contrôle de la comptabilité.

Art. 25. Sans préjudice du droit pour le notaire d'exprimer librement son opinion, même publiquement, celui-ci s'exprime avec pondération, en public et dans ses rapports avec les médias, à propos du notariat en général et des institutions notariales en particulier. Il s'abstient, dans le même contexte, de toute attaque personnelle.

Art. 26. Le notaire a l'obligation d'informer sa chambre provinciale, avec la discrétion voulue, de tout comportement professionnel d'un confrère portant atteinte à la dignité de la profession.

CHAPITRE VI. — *Des devoirs du notaire vis-à-vis de ses collaborateurs*

Art. 27. Le notaire impose à ses collaborateurs, pour ce qui les concerne, le respect du présent Code de déontologie et de toutes les prescriptions qui s'imposent au notariat.

Si un collaborateur y porte atteinte de manière répétée, le notaire a l'obligation de mettre fin à son emploi.

En outre, le notaire dont l'avis est sollicité soit par la commission d'évaluation, soit par le comité d'avis prévus par les articles 37 et 38bis de la loi organique du notariat est tenu de faire état des manquements à la déontologie qu'il aurait constatés dans le chef d'un de ses collaborateurs ou anciens collaborateurs.

Art. 28. Le notaire assure à ses collaborateurs une formation suffisante et continue. Il permet en particulier à ceux qui sont porteurs d'un diplôme de notariat d'assister, dans une mesure raisonnable, aux réunions de formation organisées par la profession ou les établissements d'enseignement supérieur.

Art. 29. Le notaire ne peut interdire à ses collaborateurs d'exercer une activité professionnelle complémentaire en dehors de leur horaire de travail. Toutefois le contrat d'emploi ou le contrat de collaboration avec un travailleur indépendant doit exclure l'exercice de professions telles qu'agent immobilier, courtier en crédit ou en assurances ou promoteur immobilier, ainsi que l'établissement régulier de déclarations de successions.

Art. 30. Le notaire ne peut autoriser ses collaborateurs à recevoir la clientèle à domicile ou en tout autre endroit que l'étude.

CHAPITRE VII. — *Du règlement des conflits*

Art. 31. En cas de litige d'ordre professionnel entre deux notaires, chacun de ceux-ci s'abstient d'agir en justice contre son confrère sans en avoir préalablement référé à sa chambre, et avant que celle-ci n'ait rendu son avis.

S'il s'agit de notaires appartenant à des compagnies différentes, chacun s'adresse à la chambre de sa compagnie, sans préjudice de la compétence attribuée à la Chambre nationale des notaires par l'article 91, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi organique du notariat.

Art. 32. En cas de litige d'ordre professionnel avec un tiers dépendant d'un ordre professionnel reconnu par la loi, le notaire s'abstient d'agir en justice contre ce tiers sans en avoir préalablement référé à la chambre des notaires, et avant que celle-ci n'ait rendu son avis après avoir, si elle le juge opportun, pris préalablement contact avec les représentants de l'ordre auquel appartient le tiers.

Art. 33. En cas de litige avec un client portant sur des honoraires, des salaires ou des frais d'actes, le notaire, avant de s'adresser aux tribunaux, demande l'avis de sa chambre au moins un mois à l'avance.

Indien de cliënt weigert, deelt de notaris dit mee aan zijn confrater en kan hij de behandeling van het dossier voortzetten.

Art. 21. De notaris onthoudt zich ervan persoonlijke stappen te ondernemen, zelfs via een tussenpersoon, ten aanzien van de medewerker van één van zijn confraters, met de bedoeling deze bij hem in dienst te laten treden, behalve indien deze medewerker zich als werkzoekende heeft opgegeven.

HOOFDSTUK V. — *Plichten van de notaris ten aanzien van de notariële instellingen*

Art. 22. De deelname aan de algemene vergaderingen is verplicht voor alle leden van het genootschap. De verhinderde leden dienen de redenen van deze verhindering op voorhand en schriftelijk uit te leggen aan de kamervoorzitter.

Art. 23. De notaris verricht stipt de betaling van de bijdragen bepaald door het genootschap en door de Nationale Kamer.

Art. 24. De notaris beantwoordt met hoffelijkheid en spoed de briefwisseling die hem wordt toegestuurd door de voorzitter en de andere leden van de kamer van het genootschap waarvan hij deel uitmaakt, evenals de vragen uitgaande van de commissie voor toezicht op de boekhouding.

Art. 25. Onverminderd zijn recht om zijn mening vrij uit te drukken, zelfs in het openbaar, drukt de notaris zich in het openbaar en in zijn betrekkingen met de media gematigd uit aangaande het notariaat en de notariële instellingen in het bijzonder. In dezelfde context onthoudt hij zich van elke persoonlijke aanval.

Art. 26. De notaris is verplicht, met de passende discretie, zijn provinciale kamer in te lichten over elk professioneel gedrag van een confrater dat afbreuk doet aan de waardigheid van het beroep.

HOOFDSTUK VI. — *Plichten van de notaris tegenover zijn medewerkers*

Art. 27. De notaris legt aan zijn medewerkers de verplichting op, voor wat hen betreft, tot naleving van deze Deontologische Code en van alle voorschriften die zich opdringen aan het notariaat.

Indien een medewerker daarop herhaaldelijk inbreuk maakt, is de notaris verplicht een einde te stellen aan zijn betrekking.

Voorts is de notaris ertoe gehouden, telkens wanneer hem advies gevraagd wordt hetzij door de evaluatiecommissie, hetzij door het adviescomité voorzien in de artikelen 37 en 38bis van de organieke wet van het notariaat, melding te maken van elke inbreuk op de deontologie vastgesteld bij een of ander van zijn medewerkers of oud-medewerkers.

Art. 28. De notaris verschaft zijn medewerkers een voldoende en voortdurende opleiding. Hij laat in het bijzonder toe aan degenen die houder zijn van een notariaatsdiploma om, in redelijke mate, de opleidingsvergaderingen die georganiseerd worden door het beroep of de instellingen van hoger onderwijs bij te wonen.

Art. 29. De notaris kan aan zijn medewerkers niet verbieden een bijkomende beroepsactiviteit uit te oefenen buiten hun werkuren. Het arbeidscontract of het medewerkingscontract met een zelfstandig werknemer moet evenwel de uitoefening uitsluiten van beroepsactiviteiten zoals vastgoedagent, krediet- of verzekeringsmakelaar of vastgoedpromotor, alsook het regelmatig opstellen van aangiften van nalatenschappen.

Art. 30. De notaris kan zijn medewerkers niet toelaten cliënten te ontvangen in hun woonplaats of op elke andere plaats buiten het kantoor.

HOOFDSTUK VII. — *Regeling van de conflicten*

Art. 31. Bij geschillen van professionele aard tussen twee notarissen onthoudt elk van hen zich ervan in rechte op te treden tegen zijn confrater zonder zich voorafgaandelijk tot zijn provinciale kamer te hebben gewend, en vooraleer deze laatste haar advies heeft verleend.

Indien het gaat om notarissen die tot verschillende genootschappen behoren, richt elkeen zich tot de kamer van zijn genootschap, onverminderd de bevoegdheid van de Nationale Kamer op grond van artikel 91, eerste lid, 4^o, van de organieke wet van het notariaat.

Art. 32. In geval van geschil van professionele aard met een derde die afhangt van een door de wet erkende beroepsorde, onthoudt de notaris zich ervan in rechte op te treden tegen deze derde zonder zich voorafgaandelijk gewend te hebben tot zijn kamer van notarissen, en vooraleer deze laatste haar advies heeft verleend nadat zij, indien zij dit voortuun acht, voorafgaandelijk contact heeft opgenomen met de vertegenwoordigers van de orde waartoe de derde behoort.

Art. 33. In geval van geschil met een cliënt inzake erelonen, wedden of aktekosten vraagt de notaris, alvorens zich tot de rechtbanken te richten, minstens een maand op voorhand het advies van zijn kamer.

Art. 34. Le notaire est tenu de participer loyalement à toute procédure de conciliation mise en œuvre par la chambre.

CHAPITRE VIII. — *De l'information et de la publicité*

Art. 35. Dans tous les moyens de communication dont il use, le notaire concilie les exigences de l'information à laquelle le public a droit et la prohibition de recourir à des procédés de type commercial, visant à s'attirer la clientèle.

A cet égard, il respecte strictement les règles déontologiques édictées par la Chambre nationale en la matière.

CHAPITRE IX. — *Des règles spécifiques à la négociation immobilière*

Art. 36. Le notaire qui pratique la négociation immobilière respecte strictement les règles relatives à la pratique notariale en la matière émanant tant de la compagnie des notaires dont il dépend que de la Chambre nationale, ainsi que les règles déontologiques en la matière émanant de la Chambre nationale.

CHAPITRE X. — *Des règles spécifiques à la médiation*

Art. 37. Le notaire qui pratique la médiation respecte strictement les règles déontologiques en la matière émanant de la Chambre nationale.

CHAPITRE XI. — *Des règles spécifiques aux missions judiciaires*

Art. 38. Le notaire chargé d'une mission de justice par le tribunal respecte non seulement l'obligation d'impartialité prévue par l'article 9, alinéa 3, de la loi organique du notariat, mais également les exigences de l'impartialité objective, telle qu'elle résulte de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 39. Dans l'exercice de ses missions de justice, le notaire veille à appliquer le principe du contradictoire. Il s'abstient donc, sauf consentement préalable et exprès de l'autre partie, de recevoir une des parties en particulier. De même, il communique immédiatement à l'autre partie tous renseignements et pièces qui lui auraient été communiqués par l'une d'elles.

Art. 40. Le notaire qui n'est pas désigné par justice s'abstient d'intervenir dans la procédure, sauf à la demande expresse d'une des parties, à titre de conseil particulier. Dans cette hypothèse, il respecte les prérogatives du notaire désigné par le tribunal, et reste tenu de son obligation générale d'impartialité, qui lui interdit de se comporter comme le défenseur unilatéral des intérêts d'une des parties. Il s'abstient de participer aux réunions.

CHAPITRE XII. — *Des règles particulières applicables aux notaires honoraires*

Art. 41. Le notaire honoraire s'acquitte loyalement vis-à-vis de son successeur des obligations mises à sa charge par l'article 55, § 1^{er}, de la loi organique du notariat. L'indemnité qu'il perçoit en vertu de l'article 55 implique, s'il poursuit une activité professionnelle dans le notariat, qu'il s'abstienne de tout acte de concurrence à l'égard de son successeur. En particulier, un notaire en fonction s'abstient de conclure une convention de collaboration avec un notaire honoraire autre que son prédécesseur, si son étude est située dans les environs directs de l'étude dont le notaire honoraire était titulaire, et spécialement si elle est située dans le même canton de justice de paix, dans la même commune ou dans une commune limitrophe.

Art. 42. Le notaire honoraire qui preste ses services à un notaire en fonction s'abstient de tirer profit de son titre ou de ses relations pour démarcher la clientèle. Il n'utilise pas, dans ses prestations de service au notaire en fonction, un papier à lettre personnel où figurent son nom et sa qualité de notaire honoraire.

CHAPITRE XIII. — *Des règles particulières applicables aux candidats-notaires*

Art. 43. Lorsqu'un candidat-notaire est au service d'un notaire en fonction, il avertit ce dernier en temps utile du fait qu'il veut mettre fin à ses prestations dans son étude et cela :

— s'il postule une étude vacante, au plus tard au moment où il pose sa candidature comme prévu à l'article 43, § 1^{er}, de la loi organique du notariat;

— s'il projette de s'associer avec un autre notaire en fonction, au plus tard au moment de la conclusion du contrat d'association visé à l'article 50, § 4, de la loi organique, sans préjudice du respect du délai de préavis prescrit par la législation sociale.

Art. 34. De notaris is ertoe gehouden loyaal deel te nemen aan alle verzoeningsprocedures die door de kamer ondernomen worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Informatie en publiciteit*

Art. 35. In alle communicatiemiddelen die de notaris hanteert, moet hij de behoefte aan informatie waarop het publiek recht heeft, verzoenen met het verbod op het gebruik van commerciële procédés met het oog op het werven van cliënteel.

Hiertoe dient hij strikt de deontologische regels toe te passen die door de Nationale Kamer op dit vlak zijn uitgevaardigd.

HOOFDSTUK IX. — *Specifieke regels bij vastgoedbemiddeling*

Art. 36. De notaris die aan vastgoedbemiddeling doet, respecteert strikt de regels m.b.t. de notariële praktijk ter zake, uitgaande zowel van het genootschap van notarissen waarvan hij afhangt als van de Nationale Kamer, evenals de deontologische regels ter zake uitgaande van de Nationale Kamer.

HOOFDSTUK X. — *Specifieke regels bij bemiddeling*

Art. 37. De notaris die aan bemiddeling doet, respecteert strikt de deontologische regels ter zake uitgaande van de Nationale Kamer.

HOOFDSTUK XI. — *Specifieke regels bij gerechtelijke opdrachten*

Art. 38. De notaris die door de rechtbank met een gerechtelijke opdracht is belast, respecteert niet enkel de verplichting tot onpartijdigheid opgelegd door artikel 9, derde lid, van de organieke wet van het notariaat, doch tevens de vereiste van objectieve onpartijdigheid voorzien door artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Art. 39. In de uitoefening van zijn gerechtelijke opdrachten waakt de notaris erover dat het principe van de tegenspraak gewaarborgd wordt. Hij onthoudt er zich dus van, behoudens voorafgaande en uitdrukkelijke toestemming van de andere partij, één van de partijen onder vier ogen te ontvangen. Tevens deelt hij onmiddellijk aan de andere partij alle inlichtingen en stukken mede die hem zouden medegedeeld zijn door één van hen.

Art. 40. De notaris die niet in rechte aangesteld is, weerhoudt zich ervan tussen te komen in de procedure als bijzonder raadsman, behalve op uitdrukkelijk verzoek van één der partijen. In dit geval respecteert hij de prerogatieven van de door de rechtbank aangestelde notaris, en blijft hij gehouden tot zijn algemene onpartijdigheidsplicht, die hem verbiedt zich te gedragen als de eenzijdige verdediger van de belangen van één der partijen. Hij onthoudt zich van deelname aan vergaderingen.

HOOFDSTUK XII. — *Bijzondere regels die van toepassing zijn op de erenotarissen*

Art. 41. De erenotaris kwijt zich loyaal t.a.v. zijn opvolger van de verplichtingen die hem opgelegd worden door artikel 55, § 1, van de organieke wet op het notariaat. De vergoeding die hij ontvangt krachtens artikel 55 impliceert, indien hij een professionele activiteit voortzet in het notariaat, dat hij zich onthoudt van elke daad van mededinging ten aanzien van zijn opvolger. Meer bepaald onthoudt een notaris in functie zich ervan een overeenkomst te sluiten met een erenotaris die niet zijn voorganger is indien zijn kantoor zich in de onmiddellijke omgeving bevindt van het kantoor waarvan de erenotaris de titularis was, en in het bijzonder indien zijn kantoor gevestigd is in hetzelfde vredegerichtskanton, in dezelfde gemeente of in een aangrenzende gemeente.

Art. 42. De erenotaris die zijn diensten verleent aan een notaris in functie onthoudt zich ervan voordeel te halen uit zijn titel of zijn relaties om cliënteel te prospecteren. Bij zijn prestaties in dienst van de notaris in functie, gebruikt hij geen persoonlijk briefpapier waarop zijn naam en zijn hoedanigheid van erenotaris worden vermeld.

HOOFDSTUK XIII. — *Bijzondere regels die van toepassing zijn op de kandidaat-notarissen*

Art. 43. Een kandidaat-notaris die prestaties verricht voor een notaris in functie, verwittigt deze laatste tijdig indien hij een einde wil stellen aan zijn medewerking in het kantoor en dit :

— indien hij zich kandidaat stelt voor een vacant kantoor, uiterlijk op het ogenblik dat hij daarvoor zijn kandidatuur indient overeenkomstig artikel 43, § 1, van de organieke wet van het notariaat;

— indien hij overweegt zich te associëren met een andere notaris in functie, uiterlijk op het ogenblik van het sluiten van de associatie-overeenkomst bedoeld in artikel 50, § 4, van de organieke wet, onverminderd de naleving van de door de sociale wetgeving voorgeschreven opzegtermijn.